

Fernand Lorient

Les Problèmes
de la Révolution
Prolétarienne

DISCUSSION & POLEMIQUE N° - 2



LIBRAIRIE DU TRAVAIL, 96, QUAI DE JEMMAPES, PARIS (10^e)

Prix : 3 francs

14738
72.08

Fernand Lorient



Les Problèmes

de la Révolution

Proletarienne

**Prix spécial de diffusion
de cette brochure**

10 exemplaires :	franco	20 fr.
25	»	» 45 fr.
50	»	» 80 fr.
100	»	» 150 fr.

Chèque postal : Paris 43-08
LIBRAIRIE DU TRAVAIL

LES PROBLÈMES
DE LA
RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

QUE VAUT L'EXPÉRIENCE RUSSE ?

C'est un fait remarquable, à mon avis, que dix années d'expérience de gouvernement révolutionnaire par un parti politique, la situation faite par le Parti Communiste russe à tous les prolétariats du monde, la métamorphose du communisme en « *leninisme* », la décomposition de l'Internationale Communiste sous les effets de la « *bolchevisation* », n'aient encore provoqué, parmi les communistes, aucune opposition mettant en question les principes fondamentaux du neo-bolchevisme au nom desquels les dirigeants de l'U. R. S. S. asservissent une partie des classes ouvrières de tous les pays.

C'est sous la bannière léniniste que combattent les troupes de l'I. C. ; c'est sous le même étendard que les oppositions communistes leur donnent l'assaut.

Toutes ces oppositions dénoncent la dictature de Staline, mais tel groupe n'offre en échange que la dictature de Trotsky ; tel autre parle bien de démocratie dans le parti, mais laisse la question noyée d'ombre, et n'aborde pas le problème de la démocratie prolétarienne dans la révolution.

On signale les erreurs et les abus des P. C., ou plutôt de leur direction ; on va même jusqu'à parler de la faillite de l'I. C., mais on considère que ces erreurs et ces abus sont de simples accidents qu'éviterait une direction meilleure et, dans l'hypothèse la plus hardie d'une régénération impossible de l'I. C., on ne présente comme panacée qu'un nouveau parti communiste, plus apte, celui-là, à diriger les destinées du prolétariat. On ne pense pas que l'expérience russe puisse mettre en cause la conception orthodoxe du rôle du P. C. dans la révolution prolétarienne.

On proteste sur tous les tons d'un dévouement évidemment sincère aux intérêts du prolétariat, mais on ne conçoit pas que ce dévouement puisse se manifester sous d'autres formes que celles prévues par Staline dans son catéchisme léniniste.

Ainsi, il reste admis jusqu'ici par tous les

groupes communistes d'opposition que le prolétariat, éternellement mineur, ne sera jamais que l'instrument irresponsable de sa révolution ; que l'émancipation des travailleurs sera l'œuvre du P. C. ; que la dictature du prolétariat s'identifie avec la dictature de ce parti...

Cette situation ne justifie-t-elle pas, dans une large mesure, la position de ceux qui pensent que rien d'essentiel ne distingue les oppositions communistes des partis officiels ?

Ce qui est certain, c'est qu'elle laisse les différents groupements qui s'absorbent dans une critique négative des multiples manifestations du Stalinisme, sans force d'attraction, sans force de rayonnement dans les organisations ouvrières ; c'est qu'elle cause le plus grand désarroi dans l'esprit des camarades isolés qui ne comprennent pas ce qui s'oppose à la conjonction des oppositions. Il n'y a pas, en effet, d'obstacle insurmontable à l'unification politique de groupements qui continuent de considérer comme justes les principes exposés par Staline dans sa brochure « *Le Léninisme* ».

Je reste convaincu, d'ailleurs, que l'unité d'organisation politique réalisée dans ces conditions, serait, à l'origine, frappée d'impuissance.

Les événements de ces dix dernières années portent en eux des leçons qu'il serait vain de méconnaître.

Exposer simplement et aussi brièvement que possible une opinion qui n'est pas seulement la mienne sur ces événements et les enseignements qu'ils comportent, tel est l'objet de cette brochure.

J'aurai atteint mon but si sa lecture provoque une discussion dont la nécessité se fera de plus en plus impérieusement sentir.

*
**

OU VA LA RÉVOLUTION RUSSE

Tout d'abord, une constatation s'impose : *Le prestige dont jouissait la Révolution russe dans le prolétariat diminue.*

En France, cette désaffection, malgré le bluff de l'*Humanité*, est de plus en plus marquée.

Certes, dans la masse des travailleurs inorganisés, le communisme tapageur et démagogique des dirigeants du Parti Communiste français est encore accueilli avec une certaine faveur. Les puissants moyens de propagande mis à la disposition du Parti ne sont pas sans porter quelques fruits. La guerre prolonge encore ses résultats dans la classe ouvrière qui voit même s'aggraver ses conditions de travail. Beaucoup d'ouvriers, rejetés par la crise du logement dans la banlieue parisienne, y végètent avec leurs familles dans des conditions souvent pénibles. Il y a là un terrain

favorable à la pénétration du Parti où les chefs communistes trouvent aisément la matière de leurs succès électoraux, mais qu'ils sont incapables d'exploiter pour d'autres fins.

La partie la plus consciente de la classe ouvrière, tout en restant profondément attachée à la Révolution russe, conditionne maintenant ou refuse la sympathie qu'elle montrait au P. C. russe, ainsi que l'appui qu'on lui demande de fournir aux dirigeants actuels de ce parti.

Les Internationales d'Amsterdam et de Vienne qui semblaient, après la guerre, ne devoir plus être que des Etats-Majors sans troupes ont repris de l'influence dans les milieux ouvriers.

Ce serait s'illusionner dangereusement que de croire qu'elles ne recrutent que dans la petite bourgeoisie et chez les ouvriers à hauts salaires.

En France, elles bénéficient largement du trouble provoqué par la scission ouvrière et la dégénérescence du Parti Communiste.

Le nombre est grand des ouvriers qui se demandent où va la Révolution russe et dans quelle mesure l'intérêt du prolétariat mondial reste lié au sort de ceux qui représentent aujourd'hui cette Révolution.

Ce que la plupart de ces ouvriers pensent peut se résumer ainsi :

L'U. R. S. S. n'est ni U (union), ce qui sup-

pose la *libre* adhésion des parties composantes, et une certaine *autonomie* de ces parties ; ni R (république), puisque c'est une dictature centralisée, évoluant toujours davantage vers la dictature personnelle ; ni S (socialiste), puisque le socialisme reste à construire en Russie et que les concessions de plus en plus importantes faites au capitalisme ne permettent pas, dans la situation mondiale présente, d'en escompter la réalisation ; ni S (soviétiste), car les Soviets ne constituent plus en Russie la pierre d'assises du régime. Non seulement ils n'ont pas « *TOUT LE POUVOIR* », mais ils sont réduits à un rôle subalterne assez semblable à celui des conseils municipaux dans les pays capitalistes.

Les ouvriers français sont de plus en plus tentés de se demander, en face de la formule « *U. R. S. S.* », si cette formule traduit mieux la réalité que celle qu'ils lisent au frontispice des monuments officiels de la République bourgeoise Française « *Liberté, Egalité, Fraternité* ». Pour beaucoup, l'Etat russe n'est plus un Etat *prolétarien*, la dictature du P. C. russe n'est plus une dictature *prolétarienne*. Non seulement le prolétariat russe ne domine pas les autres classes sociales, mais ses conquêtes d'octobre 1917 sont fortement compromises par le développement rapide d'une bourgeoisie paysanne impatiente de trouver son expression politique, et d'une bureaucratie pseudo-

communiste, dont les intérêts sont nécessairement liés à ceux des paysans riches ou aisés.

Le prolétariat russe n'a pas d'action de classe propre. Ses organisations économiques n'ont pas été créées par lui et sont sous la tutelle étroite du P. C. russe ; c'est-à-dire du Gouvernement. Les ouvriers russes n'exercent pas le pouvoir, ils le subissent dans des conditions qui leur interdisent toute participation effective, toute initiative dans la direction de la Révolution. Ils ne peuvent s'exprimer que devant le pouvoir, sous le contrôle de ses représentants. Leur rôle politique est, en fait, limité à l'approbation des décisions du Gouvernement ; leur rôle économique réduit à l'exécution de ces décisions. Le prolétariat classe, soumis lui-même à la dictature, n'a d'autre garantie que celle que peut offrir un parti politique déchiré sur lequel s'exerce de plus en plus victorieusement la pression de la bourgeoisie capitaliste ressuscitée.

Cette situation provoque dans toutes les classes ouvrières du monde une méfiance grandissante à l'égard des dirigeants actuels de la Russie et des partis communistes qui les servent. La crise permanente dont souffrent ces partis, la décomposition progressive de l'Internationale Communiste, qui ne se nourrit plus que de sa propre substance et se vide de son contenu révolutionnaire, ne sont pas de nature à dissiper le malaise et à éclaircir

une situation déjà assombrie par nombre de scissions ouvrières.

Beaucoup d'ouvriers s'éloignent des syndicats et des partis ; d'autres retournent à la social démocratie. Les plus conscients, ceux qui entendent rester sur le front de combat de leur classe, se recherchent et se regroupent.

Certes, ces oppositions ouvrières aux entraînements réformistes déterminés par la stabilisation du capitalisme et aux déviations bourgeoises du néo-communisme, représentent des idéologies diverses. Cependant, elles seules éclairent actuellement les voies véritables de la révolution prolétarienne.

La III^e Internationale a fini son histoire en tant que facteur de cette révolution. Etroitement liée dès son origine au gouvernement russe, elle reste indissolublement attachée à ce gouvernement et son évolution se fait dans le sens d'une dépendance toujours plus étroite. Tout événement qui l'isolerait marquerait sa déchéance immédiate.

Or, les faits ont déjà montré que les intérêts du gouvernement russe s'opposent à ceux du prolétariat mondial. C'est ainsi que pour des considérations politiques spécifiquement russes et gouvernementales, Staline n'a pas hésité à sacrifier le prolétariat chinois. L'avenir montrera avec plus d'évidence encore la divergence des intérêts de l'Etat russe et de la révolution prolétarienne uni-

verselle. Il est hors de doute, en effet, que la Russie ne va pas au socialisme. Ses dirigeants actuels ont prouvé qu'ils considéraient la N.E.P., non comme un recul du prolétariat en vue d'organiser la résistance, mais comme la première étape d'une retraite définitive. Le prolétariat russe abandonne peu à peu les positions politiques et économiques conquises en 1917 sans que le pouvoir politique intervienne autrement que pour masquer, sous une phraséologie radicale, ces défaites successives.

« L'entente entre les ouvriers et les paysans » n'est que l'entente entre le gouvernement de Staline et les paysans riches; elle ne peut être marquée que par de nouvelles et décisives concessions au capitalisme rural et urbain. La politique *d'évolution lente*, pratiquée jusqu'ici par Staline, touche à son terme. La crise économique s'aggrave de jour en jour. Les paysans propriétaires sont impatients d'en finir avec un régime qui les oblige à stocker les produits de leurs terres sans leur ouvrir la perspective d'une réalisation avantageuse.

Le monopole de commerce extérieur les prive des machines agricoles et des objets manufacturés indispensables.

La réduction à l'impuissance des oppositions ouvrières attachées à la révolution du prolétariat a pu rassurer quelques inquiétudes, mais elle

n'apporte rien de concret aux paysans qui exigent d'autres satisfactions.

Cette situation ne peut indéfiniment se prolonger. Elle ne peut se résoudre que par une offensive ouverte du Gouvernement de Staline contre les paysans riches, offensive qui se traduirait nécessairement par de graves mesures d'ordre politique et économique, ou par une capitulation devant les exigences des Koulaks.

Le choix de Staline n'est pas douteux. Il n'a, d'ailleurs, plus lui-même la possibilité de corriger les effets de sa politique. Le prolétariat russe affaibli politiquement et économiquement par sa dictature ne lui fournirait plus le point d'appui d'une offensive sérieuse contre le capitalisme.

Prisonnier de ses formules et d'une situation qu'il a créée, l'Etat russe actuel, qui n'est pas un état prolétarien et qui n'apparaît pas encore comme un état bourgeois, est, cependant, irrésistiblement entraîné dans la voie des concessions au capitalisme.

Sa base sociale se transforme par un déplacement constant vers la bourgeoisie des influences qui agissent dans tout le pays sur les fonctionnaires communistes. Ce n'est pas dans le prolétariat, ni chez les paysans pauvres que les intérêts de la bureaucratie staliniste trouvent leurs prolongements, mais chez les *Koulaks*.

La crise économique, qui menace de créer en

Russie une nouvelle situation révolutionnaire, va certainement accélérer le rythme de cette évolution.

L'économie russe se stabilisera peut-être sous les formes d'une sorte de capitalisme d'Etat gardant de ses origines révolutionnaires certains aspects originaux, mais ses caractéristiques essentielles resteront celles d'une économie capitaliste et non d'une économie socialiste.

La situation générale, marquée par la stabilisation relative du capitalisme, le développement de la nouvelle bourgeoisie russe et la décomposition de la III^e Internationale, pose, avec une force nouvelle, devant tous les ouvriers révolutionnaires, les graves problèmes théoriques et pratiques de leur révolution.

Dans le débat confus provoqué dans tous les pays par les résultats de la bolchevisation du communisme et la situation en Russie, il est difficile momentanément de dégager ce qui restera de la pensée prolétarienne et suivant quels principes, quelles méthodes, l'action révolutionnaire des ouvriers s'exercera demain. Il est certain, cependant, qu'une réaction s'opère contre les tendances qui entendent monopoliser à leur profit tel ou tel grand révolutionnaire, prétendent trouver dans son œuvre l'explication de toutes les situations, la règle de toutes leurs déterminations, la justification de toutes leurs attitudes.

Les ouvriers conscients considèrent avec mépris l'adoration bruyante et intéressée des néo-communistes pour Lénine. Ils s'écartent des combats livrés autour du tabernacle léniniste par certaines oppositions de façade.

Le prolétariat sait ce qu'il doit à Marx, à Lénine, à Trotsky et à ceux qui ont bien mérité de Révolution, mais ils n'est ni marxiste, ni léniniste ; il est le prolétariat qui étudie, observe, juge et décide. Il n'isole pas les hommes de l'humanité, ni les faits des réalités auxquelles ils s'enchaînent, il les laisse dans la vie et y reste lui-même.

C'est dans cet esprit qu'il envisage la situation présente, créée par la décomposition de l'Internationale politique révolutionnaire, et entend déterminer les principes directeurs de son action.

La Révolution russe n'est pas pour le prolétariat un *modèle* à copier, mais une expérience féconde en enseignements qui doit porter ses leçons.

*
**

LES SOLUTIONS DONNÉES

PAR LA RÉVOLUTION RUSSE

Le 7 novembre 1917, les Bolcheviks s'emparaient en Russie du pouvoir politique. Le parti

bolchevik était, de ce fait, immédiatement porté au premier rang des partis révolutionnaires du monde et entouré d'un immense prestige.

Il faut bien convenir, cependant, qu'avant cette date, le parti de Lénine était inconnu des masses ouvrières de l'Europe occidentale et très peu connu des militants du rang de la II^e Internationale. Aussi l'attachement passionné dont il bénéficia procédait-il plus à cette époque de l'instinct révolutionnaire des masses exploitées que de la connaissance de son histoire, de ses doctrines, de ses méthodes et de ses buts. Pour tous les ouvriers révolutionnaires, le parti bolchevik représentait et représentait seul en Russie, contre la Révolution bourgeoise de Kerensky, la révolution prolétarienne. Il fallait donc le soutenir. D'ailleurs, la question ne se présentait pas sous la forme d'un choix. Kerensky disparu, deux forces restaient seules en présence : les bolcheviks et la réaction féodale. Combattre les premiers, c'était non pas combattre une forme particulière de la révolution, mais la révolution même ; c'était livrer le prolétariat russe à la terreur blanche.

D'autre part, la faillite de la II^e Internationale, au début de la guerre, l'union sacrée, l'invincible résistance des chefs socialistes à l'action de ceux qui entendaient mettre en pratique les décisions du Congrès International de Stuttgart, avaient creusé un tel fossé entre les tendances extrêmes de

la social-démocratie que la III^e Internationale fut considérée par tous les révolutionnaires comme une nécessité historique.

Aucun militant informé ne se dissimulait, cependant, les difficultés qu'allait rencontrer sur sa route ce gouvernement de minorité ayant réussi à entraîner les masses en leur donnant la *paix* et la *terre*, mais représentant à peine dix millions de prolétaires sur une population totale de cent vingt millions d'habitants. Quelles perspectives s'ouvraient devant ce prolétariat russe sans expression économique de classe et triomphant par l'intermédiaire du parti bolchevik d'un Etat féodal ?

Aussi n'attendait-on la stabilisation de la victoire des ouvriers russes que d'une extension rapide de la révolution dans les grandes nations industrielles de l'Europe occidentale, espoir que justifiait pleinement le coup porté au régime capitaliste par la guerre et la situation révolutionnaire du moment.

Pour tout le monde, le redressement de la bourgeoisie internationale devait ouvrir, pour le prolétariat russe, l'ère des véritables difficultés. Difficultés moins apparentes, moins pressantes, et, cependant, plus redoutables que celles créées par l'intervention armée de cette bourgeoisie.

Il n'était pas question alors de la réalisation du socialisme dans un seul pays, dans la seule Russie ; car tout ajournement de la Révolution, en

Europe, découvrait, pour la Russie, des horizons beaucoup plus vastes à une république agraire bourgeoise qu'à une démocratie prolétarienne.

Mais, dans cette période héroïque où les Bolcheviks défendaient, les armes à la main, contre toutes les réactions coalisées, les conquêtes des prolétaires et des paysans, nul ne pouvait songer, et nul ne songeait, à jeter dans le débat des questions importantes, sans doute, vitales même, mais dont l'examen ne présentait pas le même caractère d'urgence que la défaite des armées blanches lancées à l'assaut de la Révolution.

Ainsi furent acceptées par nous les formes données par la Révolution russe à la « *dictature du prolétariat* », dictature exercée par le seul P. C. russe, non seulement sur l'ensemble des forces politiques et économiques de la Russie, y compris le prolétariat russe, mais sur l'Internationale Communiste elle-même.

Cette hégémonie du P. C. russe était normale. Elle était la résultante d'un état de fait et non l'expression de la volonté des hommes, l'application d'une doctrine, l'aboutissant d'une tactique comme les communistes le prétendent. On peut se livrer à l'exégèse la plus savante des œuvres de Lénine, œuvres alors inconnues et qui restent soumises à la critique révolutionnaire, il n'en reste pas moins que ce n'est pas au nom de « *tout*

le pouvoir au Parti Communiste » que la Révolution russe s'est faite, mais au nom de « tout le pouvoir aux Soviets », ce ne sont pas les solutions léninistes des problèmes de la révolution prolétarienne qui ont entraîné le monde révolutionnaire dans le sillage du parti bolchevik, mais les mots d'ordre « paix immédiate », « la terre aux paysans » et, dans tous les pays, celui de « Révolution prolétarienne ».

Aussi ne s'agissait-il pour nous que d'une situation bien particulière, d'ailleurs provisoire, et qui devait se résoudre par une transmission progressive et relativement rapide du pouvoir au prolétariat, le desserrement de la dictature sur les ouvriers, l'établissement d'une démocratie prolétarienne toujours plus large et plus active, l'extension des attributions et des initiatives des syndicats, la création d'une véritable internationale communiste capable, par la souplesse de son organisation et de son action, par le jeu d'un véritable centralisme démocratique, d'influencer, au nom du prolétariat universel, le gouvernement russe lui-même. La subordination étroite, mécanique de l'I. C. est à la base de toutes les crises qui se sont succédé sans interruption dans tous les partis communistes depuis la fondation de la III^e Internationale.

En 1921, la N. E. P. vint brutalement préciser les menaces de la bourgeoisie paysanne au

prolétariat russe et porter au premier plan des préoccupations révolutionnaires les problèmes dont l'examen n'avait été qu'ajourné dans la période du communisme de guerre.

L'objectif était double : comment paralyser l'essor de la bourgeoisie renaissante ? Comment renforcer la position du prolétariat ? Il semble bien qu'on se soit attaché seulement à résoudre le premier point.

A la N. E. P. devaient correspondre des mesures propres à favoriser le jeu d'une plus large démocratie prolétarienne, condition de la discussion internationale féconde qui eut assuré plus efficacement aux ouvriers russes l'appui des ouvriers de tous les pays.

Le resserrement de la dictature du Parti Communiste sur le prolétariat et de l'appareil du Parti sur le Parti lui-même, alors que la situation économique contraignait le gouvernement communiste aux concessions à la bourgeoisie, est un non sens.

S'engager dans cette voie, c'était s'interdire toute possibilité d'un retour en arrière, c'était rendre impossible toute véritable lutte de classe, c'était désarmer le prolétariat devant le capitalisme renaissant.

Malheureusement, l'Internationale Communiste, qui n'avait de force qu'à la tête, se prêtait

mal à une intervention rapide, sérieuse et originale des partis communistes étrangers. Le parti communiste russe, livré à la seule inspiration de ses chefs, ne put mieux faire que d'accepter les décisions de ceux-ci.

Cependant, il n'apparaissait encore à personne que l'avenir fût compromis. Si les éléments d'appréciation faisaient trop souvent défaut dans les partis qui constituaient la III^e Internationale, au moins la discussion y était-elle libre.

Par leurs mots d'ordre : « *aller aux masses* ».

« *Front unique* », les congrès internationaux marquaient, jusqu'en 1924, leur volonté d'élargir le cercle d'influence des organisations communistes sur lesquelles devait s'appuyer le prolétariat russe.

L'impulsion était donnée et la confiance dans l'avenir, dans la perspicacité et l'énergie d'hommes tels que Lénine et Trotsky, générale et absolue.

Nous le supposons du moins, car, à cette époque, aucun signe extérieur ne laissait soupçonner à l'étranger, les rivalités funestes, les passions mauvaises, les ambitions inquiètes qui rôdaient déjà dans l'ombre autour de la personnalité de Trotsky.

La mort prématurée de Lénine leur laissa le champ libre et elles se trahirent dès lors dans

tous les débats de l'Internationale Communiste. Elles trouvèrent notamment dans le V^e Congrès mondial (1924) l'occasion la plus favorable à leur expression dangereuse.

*
**

LÉNINISME ET BOLCHEVISATION

Ce V^e Congrès marque le tournant fatal de la Révolution russe. Les déviations fondamentales qu'il accuse vont s'épanouir dans un néo « *léninisme* » et une « *bolchevisation* » qui entraîneront le P. C. russe et avec lui l'Internationale Communiste dans l'ornière opportuniste où ils s'abîment aujourd'hui.

Brisant brusquement les P. C. nationaux, écartant ceux de leurs membres qui ne se soumettaient pas à ce coup de force, le P. C. russe ou plutôt ceux qui le dirigent et se substituent à lui reconstituèrent ces partis sur des bases nouvelles politico-économiques, les seules propres, assurait-on, à la conquête rapide des prolétariats et à la constitution de partis de masses.

Matériellement, le nouveau régime se traduisit par une rupture complète avec les méthodes pratiquées jusqu'alors et approuvées par Lénine

lui-même et par Trotsky au III^e Congrès mondial ; par le discrédit jeté sur les anciens cadres et l'assassinat politique des hommes qui refusèrent de penser par ordre ; par la création d'une bureaucratie communiste internationale, coalition de toutes les défaillances, de tous les appétits, de toutes les ambitions ; par une organisation à étages fortement hiérarchisée allant de la cellule d'entreprise au pouvoir suprême de Moscou, en passant par une série de comités et d'instances politiques, administratives et judiciaires ; organisation savante, admirablement conçue pour asservir la pensée, pour l'isoler et l'étouffer, pour assurer l'irresponsabilité, l'autorité et l'invulnérabilité des chefs ; organisation renforcée par une discipline tenant à la fois de celle de l'Armée et de celle de l'Eglise.

Moralement, le Parti, ou plutôt la nouvelle formation, car le Parti n'existe plus, se caractérise par le mépris le plus absolu des masses ouvrières et des militants du rang, par une spéculation démagogique de leur insuffisance d'information et de leur attachement à la Révolution russe, par une amoralité avouée (*Contre vous, par TOUS LES MOYENS*, Treint 1925), qui réglera désormais non seulement les rapports du Parti et de la bourgeoisie, mais les rapports des néo-communistes entre eux.

L'hypocrisie, la duplicité, le mensonge, la

calomnie sont employés sans distinction, sans plus de ménagement contre l'ennemi de classe et contre le camarade qui ne s'incline pas devant l'ordre du chef.

Que dis-je, avec plus de perfidie, plus de ténacité contre celui-ci que contre celui-là.

On trouverait certainement d'autres signes caractéristiques de ce communisme dégénéré dont les disciples, par leurs méthodes et leur esprit, rappellent les Jésuites.

N'est-ce pas, par exemple, un fait remarquable que cette haine farouche de l'esprit critique et ce culte nouveau de la Vérité révélée ? Pour combattre leurs adversaires, les dirigeants du Parti communiste russe et le chœur de leurs fonctionnaires internationaux les accusent publiquement, et sans que cela soulève aucune protestation, de manquer de *FOI* révolutionnaire. Cette accusation, extrêmement habile, à laquelle il est impossible de riposter, agit fortement sur les éléments inexpérimentés du parti. Quel nouvel adhérent (et le parti communiste ne compte guère plus que ceux-là) encore plein d'enthousiasme voudrait s'entendre reprocher de manquer de foi révolutionnaire ?

Aussi accepte-t-il avec une soumission fervente les décisions les plus troublantes, les plus imprévues, les plus changeantes, souvent les plus contradictoires d'en haut.

Quels buts poursuivait-on, au moins affichait-on, en imposant à tous les partis communistes une telle organisation et de pareilles méthodes ?

Forger sur le modèle de l'ancien parti bolchevik russe, l'instrument de la conquête du prolétariat, de la prise révolutionnaire du pouvoir politique et de la dictature du prolétariat.

Dans ses traits essentiels, affirme-t-on, la Révolution russe doit se reproduire partout. Il faut donc imiter partout, copier servilement même, sans discuter, ce qui s'est fait en Russie. Il va de soi que cela ne peut se faire que sous le contrôle et sous la direction des dirigeants russes. Il s'agit donc de créer l'organisation matérielle et morale qui rendra vaine toute résistance à l'hégémonie de ces dirigeants.

Non seulement toutes les survivances au sein des partis de la pensée opportuniste, socialiste, anarchiste, syndicaliste seront anéanties, mais on réalisera, par une chasse sans merci à l'opinion dissidente, « *l'unité monolithique* » de pensée s'exprimant pratiquement par la soumission constante aux chefs et, théoriquement, par le culte des formules figées, immuables, érigées en dogmes d'un *léninisme intégral*.

Dans un tel régime, il est normal que les militants de base ne choisissent plus librement leurs représentants. Ceux-ci leur sont imposés par le chef

du P. C. russe qui les nomme et les destitue, à son gré.

Ainsi, les révolutions prolétariennes futures n'auraient d'autres inspirateurs, d'autres animateurs, d'autres guides que ce chef et ses agents.

Il n'est pas besoin d'insister pour montrer le caractère anticommuniste, antiprolétarien et contre-révolutionnaire de ce rêve infiniment plus hardi que celui des Tsars.

Cette caricature de l'internationalisme ouvrier n'a rien de commun avec les tâches du prolétariat mondial, avec la révolution prolétarienne ; rien de commun même avec le Parti Communiste mondial tel que le concevaient les communistes jusqu'en 1924, les fondateurs de la III^e Internationale.

Les avantages obtenus par les nouveaux partis communistes sont-ils au moins de nature à compenser les inconvénients de la bolchevisation et du néo-léninisme ? Assurément, non !

En France, comme ailleurs, le P. C. ne se soutient que grâce à l'appui qu'il reçoit de Moscou.

Il n'a dans le pays aucune base matérielle ou morale solide. Bénéficiant de circonstances favorables et de la scission ouvrière, il a pu s'emparer de la C. G. T. U., mais, même sur ce domaine, son influence est en régression constante.

Ses propres effectifs diminuent chaque jour.

Il ne compte pas aujourd'hui, dans un pays de 40 millions d'habitants, 35.000 membres réguliers. Le P. C., en province, n'est le plus souvent représenté que par ses fonctionnaires et les journaux édités par le Centre.

L'expérience de la cellule d'entreprise, base organique, politique du Parti, a complètement échoué. Le Parti n'a pas de vie spécifique, il ne s'exprime plus que par son « appareil » qui ne fait lui-même que transmettre les ordres de Moscou.

Naturellement, la fameuse « unité monolithique » n'a jamais existé que sur le papier. Le Parti est en perpétuel état de crise. Les rivalités politiques n'ont pas disparu. Elles se manifestent seulement sous une forme plus prudente, plus hypocrite. Elles se compliquent, d'ailleurs, de rivalités de personnes, inévitables dans un régime sans légalité, où l'arbitraire et la faveur sont l'unique loi. Moscou est le centre où se dénouent les multiples intrigues des « hommes de confiance » et de ceux qui aspirent à le devenir.

Ces symptômes évidents de décomposition ne sont pas ceux d'une affectation localisée, curable ; on les observe dans toute l'Internationale Communiste, qui n'est plus que la réunion sous un même sceptre des bureaucraties nationales.

Peut-on vraiment considérer encore comme une internationale communiste et ouvrière cette armée

de fonctionnaires qui, sans succès, s'essaie fébrilement sur l'ordre du gouvernement des soviets et pour des objectifs russes à la manœuvre du prolétariat universel ? Les organisations qui la composent ne sont plus des partis, mais des milices de volontaires qui présentent déjà avec les milices fascistes des analogies frappantes.

Comme ces dernières, les partis communistes actuels sont des *FORMATIONS DE COMBAT*, d'où l'esprit critique est rigoureusement banni et dont l'unique moteur est la *FOI* ; des organismes aptes seulement à l'exercice de la violence. Comme les milices fascistes, les partis communistes sont les *INSTRUMENTS DE LA DICTATURE*.

Cela, les partis communistes ne le nient pas et ne pourraient le nier. Ils objectent seulement que leur violence est *révolutionnaire*, qu'ils combattent la bourgeoisie et qu'ils sont au service de la *dictature du prolétariat*.

Mais, ces prétentions qui distingueraient au moins leurs buts des buts fascistes ne sont plus justifiées. Le « cours nouveau », pris en 1924 par le communisme ne permet plus d'identifier l'activité des P. C. avec l'activité révolutionnaire du prolétariat ; la dictature qu'ils servent avec la dictature du prolétariat.

Les P. C. actuels sont au service du Gouvernement de Staline ; leur organisation, leurs

méthodes, leur idéologie les attachent indissolublement à ce Gouvernement.

L'évolution de la Russie vers le capitalisme jettera, suivant son rythme, un trouble plus ou moins profond dans leurs rangs, provoquera de nouvelles sélections, elle ne modifiera pas cet état de fait désormais définitif.

Le néo-communisme n'est pas une garantie pour le prolétariat mondial. Ses formations sont constituées, entretenues et maniées de telle sorte qu'elles peuvent être éventuellement *DIRIGÉES CONTRE LA CLASSE OUVRIÈRE*.

Si l'on voit mal, en effet, comment la politique de Staline a nui au capitalisme, on peut déjà mesurer, par l'affaiblissement progressif du prolétariat russe à l'égard de la paysannerie riche, par la dégénérescence de la III^e Internationale, par l'aggravation continue de la scission matérielle et morale des forces prolétariennes, par l'assassinat du prolétariat chinois... le mal fait par cette politique à toutes les classes ouvrières du monde.

Les preuves s'accumulent pour montrer que l'intransigeance verbale de la fraction Staline dissimule une politique opportuniste, contre-révolutionnaire et antiprolétarienne.

Les temps sont déjà révolus où Trotsky pouvait écrire :

« Le but immédiat de Staline, scinder le Parti, scinder l'Opposition, habituer le Parti aux

méthodes d'anéantissement physique, constituer des équipes de siffleurs fascistes, d'hommes travaillant à coups de poings, à coups de bouquins, à coup de pierres, mettre les gens sous les verrous, voilà sur quoi le cours Stalinién s'est momentanément arrêté avant d'aller plus loin... »

Ce but de Staline est atteint et même largement dépassé. L'instrument de la dictature personnelle est forgé. Staline a réussi à débarrasser la voie de Thermidor, dans laquelle il a engagé la Révolution. Il ne reste pour lui qu'une difficulté à résoudre, née des conditions mêmes dans lesquelles il s'est trouvé contraint d'agir : comment réduire au minimum les risques de l'offensive que ne manquera pas de mener un jour contre lui le prolétariat qu'il trompe en feignant de le soutenir ?

Il est certain que tous ses efforts vont tendre au perfectionnement des méthodes et des institutions qui ont assuré son triomphe personnel. Certes, il peut disparaître, mais alors de deux choses l'une : ou l'appareil créé par lui disparaîtra également et, avec lui, l'Internationale Communiste, ou cet appareil subsistera, mais nécessairement dans la forme et pour les fins qui ont motivé sa constitution.

Comment, dans ces conditions, nourrir le moindre espoir d'une régénération de l'Internationale Communiste et de ses unités composantes ?

Il ne s'agit pas ici d'une simple transfusion de

sang dans un organisme sain et accidentellement anémié. C'est le corps tout entier qui est devenu inapte à la fonction révolutionnaire, à la vie prolétarienne.

Comment envisager un redressement qui laisserait subsister, avec l'autorité de Staline, le formidable « appareil » qui représente aujourd'hui presque exclusivement l'I. C. ?

Cependant, certains camarades de l'Opposition française croient encore à une nouvelle transformation de l'Internationale Communiste et semblent attendre de Staline lui-même « les mesures de redressement politique qui permettront le rassemblement dans le Parti de toutes les forces communistes sous un régime de véritable démocratie ouvrière ».

Comment, d'autre part, concevoir comme une simple mesure de redressement politique, comme une évolution normale et pacifique des esprits, la phase révolutionnaire inévitablement sanglante qui marquerait la chute définitive des Stalinistes et emporterait avec eux la bureaucratie communiste internationale ?

Le conflit actuel n'est pas une crise de croissance de l'I. C., c'est la réaction historique de la classe qui a fait la Révolution et qui prend conscience qu'elle est frustrée du bénéfice de sa victoire.

Il n'y a donc place dans la lutte pour aucune politique de conciliation, de compromis.

Malgré certaines apparences propres à troubler l'esprit des ouvriers insuffisamment informés, les voies suivies par les Stalinistes s'écartent toujours plus des voies de la Révolution prolétarienne. Comment cette situation ne se traduirait-elle pas par un élargissement du front de combat ?

Diverses considérations d'intérêt prolétarien limitent encore l'action des oppositions ouvrières, mais il est sûr que ces raisons de modération et de prudence disparaîtront au fur et à mesure que le Gouvernement de Staline prendra figure de gouvernement capitaliste.

N'est-ce pas d'ailleurs Staline lui-même qui porte l'entière responsabilité de cette situation et des conséquences qu'elle déroulera ? N'est-ce pas lui qui a pris l'initiative d'une offensive d'abord sournoise, puis développée publiquement jusqu'aux extrêmes limites possibles ?

N'est-ce pas lui qui a signifié à l'Opposition que le conflit ne pouvait se résoudre que par sa capitulation absolue ?

Lui, qui a imposé à ses adversaires leurs moyens de défense en cherchant à se débarrasser d'eux
PAR TOUS LES MOYENS ?

Devant cette évidente volonté de Staline et de ses fonctionnaires de pousser l'offensive jusqu'à l'anéantissement complet de l'adversaire, rien ne

permet de croire à la possibilité de circonscrire la lutte et de l'enfermer dans les limites étroites que certaines parties de l'Opposition communiste lui assignent. N'y a-t-il pas une contradiction visible dans le fait d'accuser les Stalinistes de liquider la Révolution prolétarienne au profit du capitalisme et de ne voir dans la résistance ouvrière à cette tentative qu'une phase, seulement plus aiguë que les autres des luttes de tendances ?

La crise actuelle n'est pas une manifestation d'ordre interne étroitement limitée dans ses objectifs, c'est une véritable *LUTTE DE CLASSES* intéressant le prolétariat mondial tout entier.

La capitulation totale, sans condition, exigée des oppositions communistes par Staline, n'apporterait à la situation aucun changement appréciable. L'axe du conflit n'est pas entre Staline et Trotsky, mais entre le stalinisme et le prolétariat. Le fait que les stalinistes seraient un peu plus nombreux dans les partis communistes n'empêcherait nullement l'opposition grandissante des ouvriers au stalinisme de s'affirmer.

Les oppositions communistes doivent donc se convaincre qu'elles n'auront de sens que si elles sont bien *PROLETARIENNES* et traduisent, non des préoccupations de parti, mais les aspirations prolétariennes.

Ce serait s'illusionner grandement que de croire que le problème actuel consiste à renouer dans

l'I. C. la chaîne rompue en 1924 par l'avènement du stalinisme.

Les ouvriers n'acceptent plus aujourd'hui sans discussion les postulats du communisme russe. Ils pensent que les problèmes généraux de la Révolution prolétarienne, résolus dans un certain sens par les Bolcheviks, restent posés pour tous les prolétariats.

Ils repoussent de plus en plus énergiquement ce néo-léninisme qui prétend anticiper sur l'Histoire en enchaînant la classe ouvrière au destin du Parti Communiste et en limitant le champ d'action révolutionnaire de cette classe.

Ils veulent se faire une opinion plus solidement motivée sur le rôle historique des partis politiques et des organisations économiques du prolétariat.

Ils entendent fixer dans leur pleine indépendance et à la lumière de l'expérience, le contenu réel et la valeur révolutionnaire de certaines formules qui n'ont jusqu'ici emprunté leur sens qu'à la Révolution russe.

Ils veulent que la notion de classe et le rôle social du prolétariat soient mieux précisés et que soit mieux fixé ce qu'il faut entendre par *prolétariat, organisation et action prolétariennes, prise du pouvoir par le prolétariat, Etat prolétarien, dictature du prolétariat...*

Questions complexes, immenses, mais dont la solution, au moins dans les limites permises par

l'état actuel de la conscience ouvrière, conditionne étroitement l'unité révolutionnaire du prolétariat universel.

Aussi est-ce par un rapide examen de certains aspects de ces problèmes que je voudrais terminer cet exposé, en m'attachant à exprimer simplement des idées simples.

*
**

LA MISSION HISTORIQUE DU PROLÉTARIAT

Le prolétariat est une classe nettement caractérisée et distincte des autres classes sociales. Ses intérêts ne se confondent pas avec ceux de la bourgeoisie capitaliste. La co-existence de ces deux classes est incompatible avec l'évolution des sociétés modernes. Il appartient au prolétariat d'accomplir la Révolution qui marquera la chute définitive de la domination capitaliste.

Qu'on ne s'imagine pas que, en rappelant cela, je ne fais qu'énoncer des truismes sur lesquels l'accord des ouvriers soit à peu près général.

C'est un fait remarquable et dont l'importance n'a pas été suffisamment soulignée que l'évolution, au sein de la C. G. T. française, de l'idée même de *prolétariat*, de l'idée de *classe*.

A cet égard, le dernier manifeste de la

C. G. T. est des plus caractéristiques. Les mots *classe*, *prolétariat*, n'y figurent nulle part, sans qu'il soit possible d'y voir une omission involontaire. Il n'est plus question que du *monde du travail*, dans lequel se confondent indistinctement les ouvriers et les patrons, les exploités et leurs exploités. Ce n'est pas pour la défense des intérêts prolétariens que s'exerce l'action ouvrière, mais pour la *sauvegarde des intérêts de la collectivité*.

Cette substitution de *l'intérêt général* à l'intérêt de classe a pour corollaire la collaboration pacifique des classes, c'est-à-dire l'asservissement du syndicalisme au capitalisme.

Le fait que l'expression officielle, exempte d'équivoque, d'une pareille doctrine n'ait produit chez les ouvriers confédérés aucune réaction appréciable, montre qu'il n'est pas inutile de rappeler en quelques mots ce qu'est le prolétariat et quelle est sa mission historique.

Le capitalisme n'a pas créé l'exploitation de l'homme par l'homme, mais il a profondément modifié les formes antiques et féodales de cette exploitation. Le prolétariat est directement issu des modes *capitalistes* de production. Aussi trouve-t-il son expression la plus parfaite et aussi la plus consciente, là où il y a vraiment *production* et où le caractère *capitaliste* de cette production est le plus accentué. La grande industrie est donc à

cet égard la véritable génératrice du prolétariat. Le prolétariat industriel est l'âme du prolétariat en général, le facteur essentiel de la Révolution sociale.

Le rôle du prolétariat est déterminé par les conditions mêmes de l'évolution du capitalisme. Non seulement le capitalisme se révèle incapable de libérer l'humanité, mais il est miné de contradictions telles qu'il ne peut se développer qu'au prix d'une exploitation toujours plus grande du travail des ouvriers.

Il ne peut être question, dans le cadre limité de ce travail, d'exposer longuement les raisons matérielles et morales de la paupérisation des masses. Le bien-être humain ne doit pas être seulement considéré en soi, mais en fonction des besoins de l'individu et du degré de développement de la société.

Certes, si l'on s'en tient aux apparences, le niveau de vie des masses semble s'être élevé. L'ouvrier d'aujourd'hui se nourrit et s'habille mieux que l'ouvrier d'autrefois; encore cet avantage n'est-il marqué que pour certaines catégories d'ouvriers des grands centres. Il a plus de vacances, plus de distractions. Cependant, sa part des richesses sociales qu'il produit diminue progressivement, comme aussi sa capacité d'achat. La journée de travail est moins longue, mais les conditions de travail s'aggravent sans cesse, ruinant plus

vite et plus sûrement l'organisme humain que ne le faisait autrefois la journée de douze heures. La rationalisation ne porte pas seulement en elle l'asservissement physique, c'est moralement et intellectuellement qu'elle agit sur l'homme en assimilant celui-ci à la machine.

C'est d'ailleurs sous de multiples aspects que se présente l'aggravation du sort des ouvriers. L'organisation patronale moderne, et qui ne peut que se perfectionner, limite beaucoup plus sûrement l'indépendance de l'ouvrier et sa liberté de conscience que ne le faisaient jadis toutes les forces de réaction conjuguées. L'heure est proche où l'ouvrier, renvoyé d'une usine à cause de ses opinions subversives, ne pourra plus travailler ailleurs. L'insécurité du lendemain n'est pas moins grande qu'autrefois, au contraire. Les œuvres d'assistance sociale ne sont guère sorties du domaine de la théorie. La Société anonyme, irrésistiblement poussée à la recherche de l'homme jeune, n'a pas d'âme. Le vieil ouvrier qu'on garde par attachement n'est plus, depuis longtemps, qu'un personnage de roman.

Enfin, l'ouvrier trouvait, jusqu'au début du vingtième siècle, un soulagement à sa servitude dans le foyer qu'il créait. L'évolution du capitalisme, en rompant l'équilibre entre le salaire de l'homme et les besoins d'une famille, en soumettant la femme à la condition de salariée, menace

l'existence même de ce suprême refuge. Certes, on peut voir là la réalisation de la première condition de l'émancipation des femmes. Il est certain, toutefois, que le capitalisme, qui ne s'est d'ailleurs pas proposé cette émancipation, ne la réalisera pas.

Si, dans l'ensemble (et jusqu'ici plutôt théoriquement, car la femme qui travaille au dehors n'est pas pour cela affranchie des soucis ménagers ou maternels) l'ouvrière d'usine s'est partiellement libérée de la tutelle du mari, elle n'a conquis cette liberté qu'en se soumettant à une tutelle plus lourde; celle du capitalisme. Si l'on ajoute à ce tableau d'ensemble, forcément résumé et incomplet, la guerre que le capitalisme porte sans cesse dans ses flancs et qu'il engendre inévitablement, la guerre moderne avec ses horreurs qui réduisent à des proportions infimes les plus grandes manifestations historiques de la cruauté et de la souffrance humaines, la guerre dont la seule perspective condamne et condamnera de plus en plus les travailleurs sans distinction de sexe aux servitudes militaires et fiscales, on doit convenir que le sort de l'ouvrier d'aujourd'hui est plus pénible que celui de l'ouvrier d'autrefois, et que tout montre que le sort de l'ouvrier de demain sera plus précaire encore que celui de l'ouvrier d'aujourd'hui.

L'évolution du capitalisme, marquée par la contradiction fondamentale qui résulte du développement de la production collective et de la survi-

vance des formes individuelles de la propriété, ne peut se concevoir comme le perfectionnement pacifique d'un régime harmonieux et stable. L'ordre capitaliste se révèle de plus en plus comme le désordre capitaliste, comme une entrave au progrès social.

Ce n'est pas seulement la guerre étrangère que l'impérialisme porte en lui, c'est aussi et fatalement la guerre civile, la Révolution prolétarienne.

Quelle classe, en effet, pourrait mettre collectivement en œuvre toutes les forces économiques des grandes nations modernes et créer les nouveaux rapports de production si ce n'est le prolétariat ? Le rôle social, la mission historique du prolétariat est donc l'expropriation, non pas partielle et légale, mais révolutionnaire, totale et définitive de la bourgeoisie capitaliste ; la socialisation des moyens de production et de répartition, l'organisation de la propriété et du travail ; la suppression des classes sociales.

L'effort du prolétariat ne vise pas seulement à l'affranchissement d'une classe, mais à la suppression des classes, à la fin de l'exploitation de l'homme par l'homme, à la libération de l'humanité.

Ce bref rappel de l'essentiel des conclusions marxistes n'offre ici rien de nouveau, rien d'original ; mais dans la confusion créée par les déviations du communisme et du réformisme, il devait

être fait, car ces conclusions reniées par certains dirigeants du mouvement syndical ouvrier restent la condition de l'unité révolutionnaire de tous les prolétariats du monde.

L'ORGANISATION ET L'ACTION DU PROLETARIAT

LE ROLE DES PARTIS POLITIQUES

Les classes sociales ne se caractérisent pas fondamentalement par des différences de situation politique, mais par des différences de situation économique. Le prolétariat ne naît pas d'une communauté d'affinités politiques, philosophiques ou religieuses, mais d'un mode déterminé de production.

C'est donc sur le terrain économique et *seulement* sur ce terrain que le prolétariat peut se grouper en tant que *classe* et dans sa totalité. Tout parti politique, toute secte philosophique ou religieuse, fussent-ils composés uniquement de pro-

létaires, ne pourront jamais être que l'organisation d'une fraction du prolétariat. La classe entière ne peut s'exprimer que dans des formations économiques correspondant à la production, ouvertes à tous les prolétaires sans distinction d'opinion et seules *représentatives du prolétariat et des intérêts permanents de cette classe*.

C'est le degré d'évolution de ces organismes traduisant la pensée, la volonté des ouvriers, qui indique le degré d'évolution de la *classe*, ses capacités réalisatrices. Aucun parti n'est maître de cette évolution, liée au développement de l'économie et de la conscience prolétarienne. Comme son action l'organisation du prolétariat doit être autonome. Le prolétariat asservi, même dans les conditions les plus favorables, devient inapte à l'accomplissement de ses tâches. La mise en tutelle des syndicats ouvriers ne sert que la bourgeoisie capitaliste. Leur conquête matérielle par un parti politique engendre des syndicalismes de secte et mène aux scissions ouvrières.

Le prolétariat ne manifeste pas d'hostilité systématique aux partis politiques. Son attitude générale est déterminée par la certitude qu'aucun de ces partis ne peut se substituer à lui dans l'accomplissement de ses tâches historiques, et par l'impossibilité où il se trouve de considérer un parti quel qu'il soit comme son expression politique de *classe*.

Les prolétaires peuvent s'affilier individuellement au parti de leur choix, mais le prolétariat, représenté par ses syndicats, ne saurait sans compromettre l'unité de son organisation et de son action, donner à l'un de ces partis l'investiture officielle. La révolution prolétarienne ne peut se concevoir dans ses fins que comme une victoire sur *tous* les partis politiques.

Le prolétariat peut, dans sa pleine indépendance, contracter avec un parti dont l'action sert ses propres intérêts, des alliances temporaires, pour des objectifs nettement définis, mais il décide librement de l'opportunité de sceller ou de rompre de telles alliances.

L'indépendance des organisations de classe du prolétariat ne doit pas être seulement une formule abstraite ; elle doit être garantie par certaines mesures d'ordre pratique telles, par exemple, que l'interdiction de la direction unique d'un parti et des syndicats, l'impossibilité du cumul des fonctions, etc.

Il faut insister, pour bien montrer la légitimité de cette attitude, sur l'erreur des camarades qui persistent à considérer un parti comme l'expression politique du prolétariat. L'organisation politique du prolétariat distincte de ses organisations économiques de classe *est impossible*.

En tant que *classe*, le prolétariat ne peut pas

plus se grouper dans une seule formation politique qu'une autre classe dans un seul parti.

En raison même de leur caractère spécial de groupements d'affinités, les partis sont soumis beaucoup plus rapidement et plus directement que les classes à l'influence des événements. Aussi sont-ils constamment en voie de transformation, tant en ce qui concerne leur idéologie que leur organisation, leur composition, leurs méthodes, leur action. Ils peuvent appuyer l'action d'une classe, ils ne se confondent pas avec elle, pas plus que ne se confondent d'une façon permanente les intérêts de classe et les intérêts de parti. Ces considérations dialectiques ne limitent pas arbitrairement le rôle historique des partis.

Le prolétariat, restant indépendant des partis ou sectes, n'a pas à préciser, à déterminer leur rôle social ; il définit seulement son propre rôle, ses buts, son attitude à l'égard des autres forces sociales.

Un parti politique peut naître et se développer, il peut imprimer plus ou moins fortement sa marque dans l'Histoire, il peut se proposer des objectifs plus ou moins en harmonie avec les objectifs du prolétariat, influencer par son idéologie la classe ouvrière, il peut s'emparer révolutionnairement du pouvoir politique aux fins de servir les intérêts du prolétariat... Au regard de ces diverses éventualités, le prolétariat, dans la constante pratique

d'une démocratie intérieure absolue, considérant non les intentions et les programmes, mais les faits, les actes, guidé par le seul souci de ses intérêts de classe, reste maître de son attitude et de ses décisions.

Le prolétariat peut être amené à combattre un parti à l'égard duquel il avait observé la neutralité ou même auquel il avait donné un appui circonstanciel. L'expérience de ces dix dernières années permet aujourd'hui de mesurer l'erreur de la thèse russe sur le Parti Communiste et ses tâches historiques.

En 1920, alors que la situation portait encore à un très haut degré l'unité morale du mouvement révolutionnaire et communiste, le camarade Trotsky pouvait, en s'adressant aux syndicalistes français, fixer en formules lapidaires, le rôle du Parti Communiste. Il était alors difficile d'apprécier la portée pratique de ces formules. Depuis 1920 les éléments d'appréciation se sont multipliés. Il n'est plus possible aujourd'hui de se borner par exemple à affirmer dans l'abstrait que « celui qui, sous prétexte d'anarchisme, n'admet pas ce but (la dictature du prolétariat) n'est pas un révolutionnaire, mais un petit bourgeois grognon » (1).

La dictature du prolétariat n'est, en effet, sortie du domaine de la théorie que pour prendre les

(1) Voir *Bulletin Communiste*, N° 46, 2 Déc. 1920

formes que nous observons en Russie et qui peuvent faire douter de la possibilité d'instituer d'autre dictature que la dictature personnelle.

Le prolétariat, même s'il tire profit de la dictature d'un parti, ne saurait considérer comme sienne cette dictature. Encore moins peut-il reconnaître la dictature qui s'exerce sur lui-même et à laquelle un parti politique le soumet.

Il ne peut admettre davantage que le rôle directeur que le P. C. s'attribue soit justifié par la théorie de la *minorité consciente*. « Mais au sein de la classe ouvrière, écrivait Trotsky, tous les éléments ne sont pas également conscients. Le but à atteindre n'apparaît clairement qu'à une minorité »....

Si, en tout état de cause, le P. C. devait constituer cette minorité consciente, Trotsky aurait eu tort en 1927 de pousser son opposition jusqu'à s'en faire exclure.

En réalité, il n'y a pas une *minorité consciente*, il y a des individus conscients que les événements réunissent ou divisent, sans que leur conscience puisse se vérifier autrement que par l'expérience qu'ils n'ont d'ailleurs pas toujours la possibilité de faire. Où est donc aujourd'hui la conscience révolutionnaire capable de guider le prolétariat dans la bonne voie ? Quelle collectivité politique peut se flatter d'en avoir le monopole et de le conserver ?

En fait, les minorités conscientes, c'est-à-dire les partis ou sectes, se créent et luttent avec plus ou moins de bonheur pour atteindre leurs buts. La conscience de chacun de ces groupements se traduit dans les programmes et les actes avec des chances variables de succès, car les masses auxquelles elles s'adressent n'ont pas toujours elles-mêmes immédiatement conscience de leurs véritables intérêts.

Les partis peuvent conserver l'étiquette qui les distingue, mais leur contenu moral et social offre l'instabilité de la pensée humaine sur les affinités de laquelle ils sont basés.

Le P. C. a conservé le titre du parti considéré en 1920 comme la *minorité consciente* ; il n'a cependant plus rien de commun avec le parti de 1920. La conscience de Staline qui est la sienne s'oppose irréductiblement à la conscience de Lénine, de Trotsky... qui était celle de l'ancien parti et qui est maintenant *définitivement* boutée hors de l'organisation communiste officielle.

Quelle que soit demain la minorité la plus représentative des intérêts du prolétariat, rien ne permet d'affirmer que cette minorité sera toujours, par destination spéciale, la *minorité consciente* et sera capable de conduire la classe ouvrière jusqu'à sa libération totale.

De toute façon, le destin d'un parti ne peut

être qu'une question de fait et non une question de principe.

Trotsky pensait en 1920 que les arguments invoqués contre le Parti « cachent très souvent une méconnaissance anarchiste du rôle de l'Etat dans la lutte des classes ».

Cela est vrai si l'on se réfère aux discussions provoquées à cette époque par l'opposition des anarchistes purs à la Révolution russe.

Mais pour notre opposition communiste la question se présente sous un autre aspect. C'est, au contraire, parce que nous reconnaissons pleinement le rôle de l'Etat dans la lutte des classes que nous repoussons la tutelle des partis politiques sur les organisations économiques du prolétariat.

Il est aisé de parler théoriquement des avantages que retire la classe ouvrière de la possession de l'Etat, de la constitution d'un Etat prolétarien.

En fait, la conquête du pouvoir politique par un parti n'assure pas au prolétariat la possession de l'Etat.

On ne saurait méconnaître, en effet, que dans une société composée de classes, l'Etat qui n'appuie pas à l'origine la classe économiquement prépondérante n'offre à l'action inévitablement hostile de cette classe qu'une résistance limitée.

On ne peut donc écarter l'hypothèse d'un parti maître du pouvoir politique, d'abord favorable aux ouvriers, puis évoluant sous la pression des

forces économiques dominantes pour se retourner finalement contre les ouvriers eux-mêmes.

Le rôle important de l'Etat dans la lutte des classes n'est pas niable, bien que la suppression des classes résulte beaucoup moins de mesures politiques que de mesures économiques, mais l'Etat peut diriger ses coups sur le prolétariat et il le fera avec d'autant plus d'efficacité que ce prolétariat se sera placé sous la tutelle du parti au pouvoir.

La classe ouvrière peut avoir intérêt à appuyer l'action d'un tel parti et à créer un état de choses propre à assurer sinon sa victoire définitive, au moins le développement de son organisation, de son influence et de son champ d'action.

Mais le fait que cette accession d'un parti au pouvoir politique ne résout pas les problèmes de son émancipation et qu'il peut être amené à lutter contre un Etat dont il aura favorisé la constitution, est une nouvelle preuve de la nécessité de sa complète liberté à l'égard des partis.

L'aliénation de son indépendance aboutit à intégrer son organisation dans celle de l'Etat, c'est-à-dire paralyse la lutte de classe qui, aussi longtemps que les classes existent, conditionne sa révolution.

Cette question du rôle du ou des partis dans la révolution prolétarienne est trop complexe pour que sa solution puisse s'exprimer dans les quelques formules érigées en dogmes par les *bolchevisateurs*.

Evidemment il ne saurait s'agir de reprendre dans sa forme lapidaire l'idée de Proud'hon « L'atelier fera disparaître le Gouvernement ».

Il faut savoir, en effet, *par quel chemin nous arriverons à la Société communiste.*

L'erreur du néo-communisme est de croire qu'il n'y a pas d'autre réponse à cette question que celle donnée par la Révolution russe. Cependant entre l'imprécision de Proud'hon et l'impératif catégorique maladroitement tiré de Lénine par les Staliniens, il y a toute la gamme des réalités révolutionnaires.

La révolution politique à caractère prolétarien est contrainte de prendre en charge un certain héritage de problèmes politiques et de problèmes économiques, comme elle fait naître elle-même d'autres problèmes politiques et économiques. Il n'y a pas, dans le temps, le lieu et l'espace, un rapport constant entre l'importance des problèmes politiques et l'importance des problèmes économiques.

C'est ce rapport éminemment variable et non la formule stéréotypée du stalinisme qui détermine le rôle des partis.

L'action prépondérante des partis dans les phases de la révolution qui correspondent à la prise du pouvoir politique et à la période qui suit immédiatement cette prise, ne s'exerce que si le prolé-

tariat est trop faible pour porter lui-même au premier plan les questions économiques.

C'est ainsi qu'en novembre 1917 la prise du pouvoir politique par le parti bolchevick posa avant tout devant ce parti et le prolétariat russe encore sans cohésion, sans force organisée, les problèmes politiques de la défense diplomatique et militaire de la Russie.

Lorsque, comme cela s'est produit en Russie, la révolution se caractérise à son origine par une situation qui ne met en relief que l'aspect politique des problèmes généraux, lorsque le prolétariat ne peut encore toucher à l'économie que par l'intermédiaire du Parti-Etat, ce parti prend naturellement et inévitablement la place prépondérante que les événements lui assignent.

Mais cette prépondérance n'est nullement une question de principe. Aucune révolution future ne retrouvera la situation politique et économique que le parti bolchevick a trouvée en 1917. Jamais les problèmes révolutionnaires ne se reposeront dans les mêmes termes.

Certes, la révolution se représentera sous la forme d'un ensemble de questions politiques et économiques, mais le rapport de leur importance variera toujours, comme variera le rapport des forces révolutionnaires appelées à connaître de ces questions.

En Russie, c'est la force politique qui a fait

la révolution et en a pris en charge tous les problèmes. Dans aucun pays où il existe un prolétariat *organisé*, le P. C. ou un parti quelconque n'aura le pouvoir que des circonstances particulières ont donné au parti bolchevick.

Déjà, dans la situation actuelle, en Allemagne, en Angleterre, en France, aucune révolution prolétarienne n'est possible sans l'intervention collective, directe, consciente et libre des syndicats. Un parti politique à tendances prolétariennes trouverait encore un large champ ouvert à son activité et à son initiative, mais il ne pourrait s'emparer du pouvoir politique et s'y maintenir qu'avec l'appui *conditionné* des organisations ouvrières. Il n'aurait au Gouvernement qu'une liberté de mouvement relative, d'autant plus restreinte que l'importance des questions économiques et la force des syndicats seraient plus grandes.

Ainsi le degré actuel de l'évolution du mouvement syndical ne permettrait sans doute pas encore au prolétariat de prendre tout le pouvoir, mais le parti politique serait déjà partiellement subordonné et ne dominerait plus toutes les formes de l'activité révolutionnaire.

Ce qui est vrai aujourd'hui le sera demain dans une mesure plus grande. Tous les capitalismes montrent une tendance de plus en plus marquée à affranchir *l'économique* du *politique*, à réduire l'intervention des institutions politiques, à ne laisser

à ces institutions que le domaine étroit de la politique pure.

Sur le terrain d'une économie élargie, embrasant l'essentiel de l'activité humaine, le prolétariat développera sans cesse son organisation et son action révolutionnaires. Les révolutions futures le trouveront apte, soit à prendre immédiatement l'intégralité du pouvoir et à déterminer, en dehors de toute ingérence des partis, la forme des institutions politiques nécessaires, soit au moins à ramener le rôle des partis à des proportions de plus en plus réduites. Le fait que le prolétariat n'est pas encore en état de faire face par ses seuls moyens à toutes les nécessités de sa révolution ne justifie nullement la thèse de ceux qui érigent en principe la nécessité du parti et encore moins celle des néo-léninistes qui ne tiennent aucun compte des réalités et traitent en tout temps, en tout lieu, en toute circonstance le prolétariat en mineur.

Pour assurer la prépondérance de leur parti, les communistes tentent de subordonner les syndicats et de s'emparer de leur direction. Cette violence à la réalité historique est contre-révolutionnaire. Elle désorganise le mouvement syndical, sans assurer au parti autre chose qu'une hégémonie partielle et provisoire. Elle peut servir les intérêts immédiats des dirigeants du P. C. mais va à l'encontre des intérêts généraux et révolutionnaires de ce parti lui-même qui ne peut trouver dans la divi-

sion des forces ouvrières le large point d'appui qui lui permettrait de faire sa révolution.

D'ailleurs, en face du P. C., le prolétariat oppose sa volonté consciente d'indépendance.

Qu'on ne s'y méprenne pas, le souci de l'indépendance des syndicats ouvriers vis-à-vis des partis politiques, n'est pas une réaction sentimentale, instinctive, contre l'emprise des partis; il est issu de la certitude de l'impuissance du *politique* à déterminer l'*économique*.

Cette notion de l'indépendance du prolétariat-classe à l'égard des partis a encore besoin d'être précisée. La volonté d'arracher les syndicats ouvriers à la tutelle d'un parti masque trop souvent le secret désir de les placer sous la tutelle d'un autre parti ou même de la bourgeoisie. Mais l'idée de la véritable indépendance prend corps et se réalisera. Elle est déjà suffisamment claire pour qu'un parti communiste ne puisse raisonnablement nourrir l'espoir de gouverner dans les formes et avec les méthodes du P. C. russe.

*
**

LA PRISE DU POUVOIR

L'argument le plus troublant qu'on puisse invoquer en faveur de la prépondérance du rôle du parti est tiré de l'inaptitude des syndicats ouvriers

à l'accomplissement de certaines tâches de la Révolution. Le camarade Trotsky s'exprimait en ces termes sur ce point :

« Seule, l'insurrection armée du prolétariat est en mesure de le rendre maître de la situation dans le pays. Mais pour la réussite de l'insurrection, il faut une préparation énergique et acharnée... propagande, organisation, préparation technique... Or ces termes sortent du cadre de l'organisation syndicale et de son rôle... Pour cela, le Parti communiste doit constituer partout ses cellules... »

Cette conception du rôle du parti découle naturellement de la thèse qui admet la possibilité de l'organisation politique du prolétariat dans une « minorité consciente » unique, extérieure au mouvement syndical; dans un seul parti politique.

Non seulement le parti s'identifie avec la classe, mais il en est l'expression la plus haute, c'est-à-dire la plus qualifiée pour diriger cette classe, parler et agir en son nom. Le parti prépare donc l'insurrection armée du prolétariat, détermine l'heure et les modalités de la guerre civile, s'empare du pouvoir politique, forme le gouvernement et, toujours au nom du prolétariat, exerce sa dictature.

Nous n'acceptons pas cette thèse. L'expérience nous fait rejeter absolument cette confusion d'un parti politique et du prolétariat. Nous repoussons surtout comme contre-révolutionnaire la mise en

tutelle du prolétariat, sous prétexte qu'il n'est pas apte à l'insurrection armée.

Le parti bolchevik a montré qu'en période troublée, devant un Etat faible, un parti politique peut préparer l'insurrection et la réussir; mais le P. C. russe nous montre tous les jours qu'il convient de distinguer entre cette victoire d'un parti et la victoire du prolétariat. L'insurrection victorieuse d'un parti peut, sous certaines conditions, favoriser le prolétariat et hâter l'heure de sa libération, elle ne se confond pas avec la Révolution prolétarienne.

Ce qu'on peut dire, c'est qu'un parti qui se propose de servir la classe ouvrière le fera avec d'autant plus d'efficacité qu'il disposera des puissants moyens que donne le pouvoir politique.

Le prolétariat peut donc profiter des dispositions favorables d'un parti à son égard et conditionner utilement l'appui qu'il pourra fournir éventuellement à ce parti. Mais il ne saurait perdre de vue que ces dispositions ne résistent pas à la pression des réalités économiques qu'il n'appartient à aucun gouvernement de changer. Le prolétariat doit rester le seul arbitre du caractère révolutionnaire et prolétarien de tout mouvement social.

Un parti politique hiérarchisé, militarisé, spécialement préparé et entraîné, constitue sans aucun doute l'instrument le plus parfait d'une insurrection armée pour la conquête du pouvoir politique,

mais il ne constitue que cela et n'est apte qu'à certaines tâches d'ordre politique ou militaire. Le socialisme peut évoluer sous la protection d'une armée, il ne s'organise pas sous la direction de cette armée.

Aussi, le prolétariat organisé se détermine librement au regard de l'insurrection d'un parti, comme au regard de tous les autres phénomènes sociaux. Il peut la favoriser ou la contrarier, il ne la confond jamais avec son action propre. Il ne seconde aucune tentative des forces extérieures en vertu d'un principe et n'abandonne pas à un parti politique le soin de faire sa révolution.

Le prolétariat vise à la socialisation des moyens de production et de répartition.

Sa révolution commence lorsqu'il se rend maître de ces moyens de production. Il n'est pas douteux que cette conquête suppose l'emploi de la violence révolutionnaire, de la violence *ORGANISÉE*, mais il est faux de prétendre que cette violence ne peut s'organiser et s'exercer que suivant les modes et conformément au processus prévus par le Parti Communiste.

Le prolétariat porte en lui, et *dans ses organisations économiques*, *TOUTES* les possibilités révolutionnaires. Limiter ces possibilités, c'est n'envisager le syndicat que dans l'état où il se trouve aujourd'hui; c'est se représenter le prolétariat comme arrivé au dernier stade de son évolution

pré-révolutionnaire, ce qui est absurde. Actuellement, le prolétariat n'a pas la possibilité de préparer l'insurrection armée, aussi ne songe-t-il pas à la préparer et en laisse-t-il le soin aux partis politiques que l'opération pourrait tenter. Il prendrait au regard d'un tel événement l'attitude commandée par les circonstances et par le souci de son intérêt propre.

Mais cela ne signifie pas qu'il ne puisse organiser sa violence qu'en en confiant le soin à un parti politique extérieur et en livrant son sort à ce parti. Certes, la mainmise révolutionnaire par le prolétariat sur les moyens de production est inséparable de la conquête du pouvoir politique. On n'imagine pas, en effet, les ouvriers s'emparant des usines, pacifiquement, sous l'œil bienveillant de l'État bourgeois, de l'armée et de la police bourgeoises.

Le pouvoir politique doit être pris soit par un parti politique favorable au prolétariat, soit par le prolétariat lui-même, assez évolué pour organiser, dans tous ses aspects, la prise simultanée de toutes les formes de pouvoir.

Mais, si la révolution prolétarienne ne peut se séparer de la prise du pouvoir politique, cette prise du pouvoir politique peut parfaitement se concevoir en dehors de toute préoccupation de révolution économique ou des conditions de cette révolution. Un parti d'insurrection, livré sans frein à

son inspiration subordonne tout à la réalisation de ses buts. Et c'est là le plus grand danger que courrait un prolétariat qui enchaînerait sa destinée à celle d'un parti d'insurrection, qui consentirait à n'être plus maître de l'heure et des modalités de son action, qui s'exposerait ainsi aux aventures.

Que serait devenue la C. G. T. U. en 1925 si la politique putschiste des dirigeants du P. C. avait trouvé un terrain plus favorable à son application?

La violence révolutionnaire du prolétariat ne peut s'exercer que sous certaines conditions, dont l'essentielle est *l'aptitude spécifique* du prolétariat. Le syndicat mène la lutte de classe avec les moyens dont il dispose.

Quand le prolétariat ne peut déborder le cadre des actions quotidiennes pour la satisfaction de ses besoins immédiats, il ne vise pas à la révolution; il règle son attitude de façon à tourner à son profit les événements qui peuvent se produire. C'est ainsi qu'il peut, le cas échéant, bénéficier d'une insurrection victorieuse qu'il n'aura pu préparer lui-même. Quand les moyens du prolétariat se développent, ses facultés de préparation de sa révolution se développent également. La prise du pouvoir politique se présente de moins en moins comme une guerre de rue généralisée.

Plus grande est la part de l'économie sociale dont le prolétariat peut s'emparer dans son geste

révolutionnaire initial, plus la résistance du pouvoir politique est faible, plus le caractère d'insurrection armée de cette prise disparaît.

Un prolétariat évolué, conscient de sa mission historique et des nécessités politiques et économiques de sa révolution, représenté par un syndicalisme de masse, arrive ainsi à la maîtrise absolue de l'organisation générale de sa révolution.

Poser en principe qu'« un parti politique est indispensable à l'émancipation du prolétariat » (1) et que ce parti est « le parti communiste » (1) est une double erreur.

Certes, le camarade Delfosse, qui s'exprime ainsi, envisage un P. C. idéal, « basé sur des principes justes » qu'il définit par « l'adoption de la méthode dialectique de Marx, de la dictature du prolétariat, de la violence pour la prise du pouvoir, la répudiation de la défense nationale. »

Mais cela même souligne la fragilité de sa thèse. Le P. C. actuel, combattu par Delfosse, est, lui aussi, basé sur ces *principes justes*. Cependant, l'immense majorité du prolétariat s'en détourne et sa faillite, comme guide de ce prolétariat, est évidente.

Quant au P. C. régénéré au gré de Delfosse, sur une interprétation inconnue des mêmes « principes justes », il n'existe pas. La théorie de Del-

(1) DELFOSSE, *Contre le courant*, N° 7, 22 Janv. 28.

fosse n'est pas basée sur l'expérience qui lui serait évidemment contraire, mais sur des suppositions, des intentions... Le prolétariat ne subordonne pas son action révolutionnaire à la création du P. C. idéal. L'ouvrier trouve au syndicat *et au syndicat seulement*, tous les éléments, toutes les conditions de réalisation de ses aspirations immédiates et lointaines.

Pour le camarade Delfosse, le syndicalisme de masse « ne peut exister que si le syndicat se refuse à arbitrer les opinions politiques de ses membres, et par conséquent, reconnaît les limites de son rôle d'éducateur social. »

Aussi ne voit-il l'unité syndicale possible qu'à la condition d'éliminer de l'organisation tout ce qui n'est pas « revendication immédiate » et dont le caractère politique constitue un germe de division. On supprimerait même des statuts de la C. G. T. unifiée la formule *disparition du patronat et du salariat*.

Cette conception du syndicalisme, si elle trouvait crédit, marquerait une régression de l'état de choses actuel.

Où l'ouvrier s'éduquerait-il, entre un syndicat neutre et un Parti Communiste militarisé pour l'insurrection, c'est-à-dire impropre à l'éducation politique de ses propres membres ?

Comment le syndicat pourra-t-il modifier le sens étroit de ses « revendications immédiates »

de base, si la conscience de ses membres communistes évolue seule?

Delfosse envisage lui-même l'évolution du caractère des revendications immédiates puisqu'il prévoit le cas où l'insurrection même deviendra l'une de ces revendications.

Comment le syndicat tranchera-t-il de ces questions politiques sur le terrain de la neutralité?

N'aura-t-il le choix qu'entre l'abstention ou des décisions d'unanimité?

Si Delfosse admet le jeu des majorités et des minorités, qu'est-ce qui marquera cette différenciation, sinon l'interprétation politique des décisions?

Suffrait-il qu'une revendication devînt immédiate pour perdre son sens politique? Si l'aspect politique des grands problèmes échappe encore à beaucoup d'ouvriers, le côté politique des revendications, les plus immédiates ne leur échappe pas. Ce sont des préoccupations politiques qui empêcheraient aujourd'hui dans une C. G. T. unique l'unanimité de se réaliser sur une action à mener pour l'application de la journée de huit heures.

Aussi est-ce faire fausse route que de chercher la solution des difficultés présentes dans la neutralisation politique des syndicats. Cette séparation arbitraire de la politique et de l'économie, cette répartition des compétences qui livre le domaine de la politique au P. C. est une dangereuse utopie.

Le syndicat n'est pas un groupement amorphe, incapable de s'élever par ses propres moyens au-dessus des revendications qu'il formule aujourd'hui; c'est un instrument de lutte de classe et de révolution, *c'est le véritable parti politique de classe de l'ouvrier*. C'est le parti où il est accueilli quelles que soient ses opinions, au sein duquel il peut s'exprimer librement sans encourir aucune sanction, le parti dont, par voie de conséquence, il ne doit, *sous aucun prétexte*, rompre l'unité.

Loin de bannir la politique du syndicat, il faut envisager les moyens de l'y introduire sainement. Elle doit être un élément de concorde et non un germe de division. Il n'est pas question de transporter inconsidérément, et au hasard de l'inspiration, les débats politiques dans l'arène syndicale, il s'agit seulement de dégager tous les aspects des luttes de classe quotidiennes et la véritable signification sociale de ces luttes.

Aucun parti politique n'est apte à cette tâche mieux que le syndicat lui-même. Par le développement de ses forces numériques, par le perfectionnement de son organisation nationale et internationale, l'extension de son influence et de son champ d'action, l'élévation de la conscience de ses militants, la notion toujours plus claire du sens de la victoire prolétarienne et de ses conditions, le syndicat apparaîtra de plus en plus comme le seul parti de classe authentique du prolétariat, le

seul organisme ouvrier apte à résoudre sous tous leurs aspects, les problèmes de la révolution prolétarienne.

Chacun de ses progrès réduit le domaine que le Parti Communiste s'assigne et que seule l'expérience actuelle des masses ouvrières lui assure : domaine infiniment trop vaste pour les moyens limités d'un parti politique.

Sans doute, la scission syndicale, la position fautive des dirigeants des deux C. G. T. ; la dépression morale causée dans les milieux ouvriers par la stabilisation du capitalisme et la décomposition du communisme officiel provoquent, en France surtout, une grande confusion qui ne permet pas d'espérer une modification rapide de la situation présente. La conscience ouvrière se cherche encore dans les ténèbres, mais elle se dégagera du chaos et le prolétariat saura trouver, hors de « l'intérêt général » trop vaste et de l'intérêt trop étroit du Parti Communiste, la voie juste de son intérêt propre.

Les chemins suivis par les deux C. G. T. mènent inévitablement au syndicalisme d'Etat. Le prolétariat repousse cette tutelle comme il repousse la tutelle des partis politiques.

Les organismes collectifs sont, comme les individus, attachés à la vie. Tous les Etats sont entraînés à assurer d'abord leur existence ; tous cher-

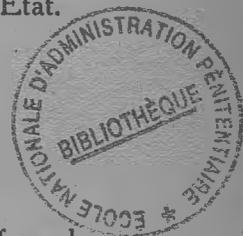
chent à se renforcer. Il y a donc divergence absolue entre les fins conservatrices de l'Etat et les fins révolutionnaires du prolétariat qui n'étend ses conquêtes et son pouvoir qu'aux dépens de l'Etat.

*
**

LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT

La dictature du prolétariat est une formule marxiste exprimant d'une façon générale, purement théorique, la volonté du prolétariat de rester maître du pouvoir politique révolutionnairement conquis et de faire servir ce pouvoir, pendant la période de *vacances de la légalité*, à la défense et à l'extension des conquêtes économiques de la Révolution.

Cette formule, en son principe, est inattaquable du point de vue révolutionnaire. Elle traduit une nécessité si évidente qu'on ne peut la repousser sans repousser l'idée même de révolution. Elle s'applique d'ailleurs à toutes les phases de la révolution prolétarienne universelle, depuis l'effort initial du prolétariat russe jusqu'aux dernières convulsions du capitalisme mondial, c'est-à-dire jusqu'aux conjonctures réduisant au minimum le passage de la légalité bourgeoise à la légalité socialiste.



Mais l'accord sur le principe de la nécessité de la défense révolutionnaire resterait illusoire s'il ne se complétait d'un accord sur le sens, sur le contenu réel de la formule: *dictature du prolétariat*.

Jusqu'en 1917, cette formule est restée dans le domaine de la théorie pure. Le parti bolchevik russe, pour la première fois, s'est efforcé de la traduire en actes. J'ai déjà examiné, au cours de cette étude, le caractère pris par la dictature du P. C. russe. Il est certain que ce parti n'a pas réalisé les formes d'une dictature *collective*, d'une dictature de classe. La dictature de Staline ne se distingue en rien d'essentiel des dictatures dont l'Histoire nous offre l'exemple. Comme celles-ci, elle est caractérisée par l'existence d'un dictateur établissant lui-même les formes et les limites de la liberté.

C'est cette dictature personnelle que le néo-communisme considère non seulement comme l'authentique dictature du prolétariat russe, mais comme la seule interprétation possible de la formule de Marx.

D'une situation particulière dans laquelle le parti bolchevik a trouvé les conditions de son hégémonie absolue, on a tiré une véritable doctrine applicable en tout temps, en tout lieu, en toute circonstance.

Ainsi, en Allemagne, en France, en Angleterre... comme en Russie, la dictature du proléta-

riat ne trouverait son instrument qu'en la personne du dictateur russe, maître de son appareil international de fonctionnaires.

C'est cette conception que, au nom du *léninisme*, les partis communistes actuels entendent imposer à tous les prolétariats du monde.

En France, les débats du dernier Congrès national de la C. G. T. U., à l'issue duquel la minorité confédérale obtint le retrait des statuts de la formule *dictature du prolétariat*, montrent à quelles légitimes et invincibles résistances ouvrières la prétention des néo-communistes se heurtera.

La dictature du parti communiste n'est pas la dictature du prolétariat. La distinction fondamentale établie entre le prolétariat, c'est-à-dire entre la classe et les partis politiques, quels qu'ils soient, ne permet pas de confondre ces formules.

Le prolétariat, qui ne peut reconnaître une organisation politique indépendante comme son expression politique de classe, ne peut poser en principe la nécessité de la dictature d'une telle organisation. La dictature d'un parti est un fait au regard duquel la classe ouvrière organisée sur le terrain économique se détermine librement comme au regard de toutes les situations créées par l'activité des forces sociales extérieures.

Le problème de la dictature se pose pour la *classe prolétarienne* dans les mêmes termes que celui de la conquête du pouvoir et, d'une façon

générale, que toutes les questions qui se rapportent au rôle respectif des syndicats et des partis dans la révolution.

Quand la situation générale donne à un parti politique la force de s'imposer au prolétariat, de s'en faire reconnaître et d'agir en son nom, ce parti est l'instrument tout désigné de la dictature et du dictateur. Le prolétariat trop faible pour exercer sa propre dictature, doit alors subir celle du parti. L'appui qu'il peut attendre du pouvoir est fonction de celui qu'il peut lui fournir.

Le développement de l'économie qui porte en lui le développement du prolétariat et de son organisation syndicale représentative, en réduisant le rôle des partis politiques, modifie toujours plus profondément la forme possible du pouvoir. La norme révolutionnaire est en perpétuelle transformation. On ne règle pas arbitrairement le rapport des forces sociales et le jeu de ces forces.

Le prolétariat tend constamment à prendre et à exercer lui-même le pouvoir. C'est une erreur de n'envisager son action révolutionnaire que sous les deux aspects extrêmes : de son impuissance totale qui laisse le champ libre aux partis ou de sa maturité définitive, de son aptitude à résoudre lui-même tous les problèmes de la révolution, y compris celui de l'Etat.

Les différentes phases de la révolution prolétarienne mondiale seront caractérisées par la capa-

cité croissante des prolétariats à s'en assurer la direction.

Nul ne peut dire aujourd'hui à quel degré de développement de leur organisation et de leur idéologie seront parvenus les prolétariats des grandes nations capitalistes au moment des révolutions futures.

Déjà, malgré leur faiblesse relative, qui laisse encore un large champ à l'activité des partis politiques, ils ont résisté à l'attraction, pourtant puissante au début, de l'Internationale Communiste. Les partis communistes actuels doivent perdre tout espoir de conquérir les syndicats ouvriers et de leur imposer leurs volontés. Aucun parti n'obtiendra dans l'avenir de prolétariats conscients et forts ce que l'I. C. n'a pu obtenir de prolétariats faibles et tournés vers elle.

Dans les conjonctures présentes, le P. C. français ne trouverait pas dans le prolétariat organisé les assises de sa dictature. Dans l'hypothèse la plus favorable d'une insurrection victorieuse qui le porterait au pouvoir, il ne s'y maintiendrait qu'en écrasant le prolétariat, marquant ainsi le caractère réactionnaire de son action, ou en se soumettant au contrôle de la démocratie prolétarienne, en acceptant d'être responsable devant cette démocratie, en accordant dès le début les garanties du libre exercice de la véritable dictature du prolétariat naissante.

Comme ce programme est en contradiction absolue avec celui du néo-léninisme, avec la conception stalinienne du rôle du Gouvernement russe et des partis communistes qui lui sont soumis, on peut dire que la prise du pouvoir politique dans l'une quelconque des grandes nations capitalistes par le Parti Communiste actuel marquerait, non un progrès, mais un recul du prolétariat et de sa révolution.

Le prolétariat ne sépare pas les nécessités politiques de sa révolution des nécessités économiques. Il sait que le sens et l'ampleur de son action ne sont pas indépendants des conjonctures politiques. Aussi son évolution est-elle marquée, dans sa marche irrégulière, par son aptitude croissante à envisager les phénomènes sociaux sous le double aspect politique et économique qu'ils présentent toujours.

Le prolétariat peut, sans l'intervention d'un parti, s'emparer révolutionnairement des moyens de production, mais cette conquête n'est garantie que par la conquête simultanée et l'exercice par le prolétariat lui-même de la plus grande somme possible de pouvoir politique.

Le prolétariat peut être dans l'impossibilité de s'opposer à la prise du pouvoir politique par un parti, il peut même avoir intérêt à ne pas entrer en lutte ouverte contre ce parti pour déterminer les formes de la dictature, mais même lorsque le prolétariat compose, c'est toujours, entre lui et les

partis politiques, une *question* de force, une lutte pour le pouvoir. La véritable dictature du prolétariat ne s'exerce que dans la mesure où le prolétariat domine effectivement l'instrument politique de la dictature. Elle ne prend son plein sens et ne donne au prolétariat les garanties qu'il peut attendre d'elle que lorsque l'organe du pouvoir est l'expression directe de la démocratie prolétarienne et est placé sous le contrôle et l'autorité de cette démocratie.

En aucun cas, la dictature d'un parti politique ne peut être considérée comme la dictature du prolétariat. Loin de se confondre, les deux formes de dictature s'opposent.

La dictature d'un parti perd rapidement et inévitablement son caractère de *moyen* pour devenir une *fin*.

Le parti politique qui se croit indispensable au prolétariat et qui s'imagine que l'émancipation des travailleurs sera son œuvre, subordonne tout à son existence et à la possession du pouvoir. Son activité exclusive, oppressive, accumule les difficultés qu'il invoque ensuite pour légitimer son rôle, et dont il ne voit la solution que dans un renforcement de sa dictature.

L'aboutissement d'un tel régime n'est ni l'économie socialiste ni le jeu politique de la démocratie prolétarienne, c'est la dictature personnelle toujours engagée dans la voie des réactions sociales.

La dictature du prolétariat ne peut se concevoir que comme une forme particulière et provisoire de l'action révolutionnaire de classe imposée par les circonstances. C'est le maximum d'initiative laissée à l'organisme politique responsable, compatible avec le libre jeu de la démocratie prolétarienne.

Le caractère collectif de la dictature du prolétariat est permanent et ne s'altère pas. C'est la classe, qui prend le pouvoir; c'est la classe qui l'exerce. C'est la classe qui se prémunit contre les tentatives des minorités politiques, contre les abus de la bureaucratie, contre les erreurs, les défaillances, les trahisons du pouvoir absolu, contre la pérennité de la dictature...

La dictature d'un parti est incompatible avec le passage harmonieux et pacifique de la dictature à l'ordre nouveau. Le sort du Parti est lié au sort de la dictature qui est la raison d'être du parti et à laquelle celui-ci ne peut survivre. Plus la dictature devient une entrave, aux progrès de la révolution, plus le parti est entraîné à la renforcer. Le parti qui ne peut se résoudre à disparaître subsiste et gouverne comme une force contre-révolutionnaire. Le prolétariat ne peut développer son action révolutionnaire qu'en luttant ouvertement contre lui pour le pouvoir.

Le destin de la classe, au contraire, est indépendant de la dictature qui n'est, pour le prolé-

riat, qu'un moyen qu'il peut, suivant les situations, avoir le même intérêt à employer qu'à rejeter. Le sort de la classe ouvrière n'est influencé que par la façon dont cette classe se sert de la dictature.

Aussi la dictature du prolétariat, basée sur la démocratie prolétarienne, c'est-à-dire la dictature effective de la classe, est-elle la seule qui puisse évoluer normalement vers un régime normal; la seule qui puisse s'atténuer et disparaître sans nouvelles guerres civiles, la seule qui ne puisse se tourner contre le prolétariat lui-même, la seule qui constitue le véritable régulateur de la violence révolutionnaire.

C'est cette forme de dictature qui constitue la seule expression concrète de la formule de Karl Marx; c'est cette forme et ce caractère collectif et démocratique qu'entendent de plus en plus donner à la dictature de leur classe les ouvriers révolutionnaires les mieux informés, les plus conscients du monde entier.

La Révolution russe a été et est encore pour eux, féconde en enseignements. Ils entendent profiter sans retard de ses leçons. La situation du prolétariat russe, l'évolution du P. C., la crise politique et économique qui devient en Russie une crise de régime, leur montrent qu'il n'y a pas d'intérêts prolétariens qui puissent justifier la tutelle des partis et la dictature qui s'exercerait sur eux et sur leurs organisations de classe.

Ils repoussent avec énergie la thèse néo-léniniste du prolétariat inconscient, incapable de discerner ses véritables intérêts et de se diriger lui-même. Ils luttent pour le pouvoir et non pour son ombre ou les bribes qu'un parti pourrait consentir à leur abandonner.

Les révolutions futures qui mettront aux prises dans les grands pays industriels les forces ouvrières organisées et un capitalisme puissamment outillé pour sa défense porteront sans doute à un degré jamais encore atteint la violence révolutionnaire opposée à la violence bourgeoise.

La dictature du prolétariat devra s'exercer avec toute la vigueur, l'ampleur, la souplesse, la promptitude qu'exigera la situation. Mais la difficulté, la complexité de la tâche est une justification de plus de l'intervention constante de toutes les forces du prolétariat, de la mise en œuvre de toutes ses ressources.

Certaines activités extra-prolétariennes peuvent concourir à l'avènement de la révolution du prolétariat et même en déterminer à l'origine certains aspects. Il est évident, par exemple, que l'idéologie prolétarienne n'est pas seulement une expression *sui generis*, un phénomène de spécificité. Les partis politiques contribuent plus ou moins heureusement à la formation de cette idéologie.

Mais l'énergie potentielle de la révolution prolétarienne n'est pas dans les partis ou sectes se

réclamant du prolétariat, elle est dans le prolétariat lui-même. L'insuffisance du potentiel prolétarien ne peut pas être corrigée par l'intervention des forces politiques extérieures.

La révolution prolétarienne ne s'accomplit pas par délégation ou substitution, elle exige l'aptitude totale du prolétariat national et international à résoudre tous les problèmes qu'elle soulève.

*
**

Au terme de cet exposé, j'ai conscience de n'avoir qu'à peine approché le premier des buts que je me proposais d'atteindre : exposer mon opinion. Les problèmes de la révolution prolétarienne sont si étendus, si complexes, qu'on ne peut en poursuivre l'examen sans leur découvrir des aspects toujours nouveaux, toujours imprévus.

Mais je n'avais pas la prétention d'épuiser un débat presque aussi vieux que les luttes prolétariennes elles-mêmes. J'ai surtout pensé que dans l'état actuel de la Russie et du prolétariat mondial, aucun militant n'avait le droit de se taire.

La division des forces ouvrières crée, surtout en France, une situation angoissante, qui peut devenir tragique. Il faut que l'unité des organisations de classe du prolétariat français se refasse.

J'ai la conviction profonde qu'elle ne se réali-

sera ni sur le terrain glissant de la collaboration des classes et de *l'intérêt général* sur lequel la C. G. T. est engagée, ni sur le terrain de la *direction unique* où la C. G. T. U. se livre au Parti communiste, ni dans la neutralité stérilisante d'un syndicalisme apolitique.

Peut-être ne se reconstituera-t-elle pas non plus sur les postulats qui me semblent se dégager de l'expérience d'un siècle de luttes de classes et que je me suis efforcé d'exposer; mais si l'orientation actuelle de la pensée ouvrière la plus consciente est une indication, on peut dire que l'unité ne se réalisera que sur le fonds d'idées constitué par la distinction absolue, définitive de la *classe* et des partis politiques.

C'est cette distinction qui est à la base de toute l'argumentation que je sou mets à la critique révolutionnaire.

FERNAND LORiot.

TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES

<i>Que vaut l'expérience russe ?</i>	3
Où va la Révolution Russe ?	6
Les solutions données par la Révolution Russe	14
Léninisme et bolchevisation	21
La mission historique du prolétariat	34
<i>L'Organisation et l'Action du Prolétariat.</i> ..	41
Le rôle des partis politiques	41
La prise du Pouvoir	54
La Dictature du Prolétariat	65

IMPRIMERIE SPÉCIALE
DE LA
LIBRAIRIE DU TRAVAIL
PARIS - X^e

Tirage à 3.000 exemplaires

: : : Juin 1928 : : :

Sous presse

Histoire de la Commune de 1871

par LISSAGARAY

Prix spécial de souscription jusqu'à la mise en vente :

12 francs

Si vous voulez lire les meilleurs
livres du mois

Abonnez-vous

au

“ COLIS MENSUEL ”

Notice et catalogue sur demande à la

LIBRAIRIE DU TRAVAIL

96, Quai de Jemmapes - PARIS - X^e

Compte-courant de chèques postaux Paris 43-08